

Dépêches de Mae Sot : une ville à la frontière birmano-thaïlandaise

Partie I : Premières impressions (2023-2024)



Par Wu Qin, journaliste anarchiste chinoise

**Traduit de l'anglais en février 2026 par l'Assemblée
Internationaliste Antimilitariste Paris-Banlieues**

L'autrice de cette série d'articles, Wu Qin, est une anarchiste chinoise qui a quitté la Chine fin 2022. Bien qu'elle s'intéressait depuis longtemps à la révolution birmane, ce n'était pas un axe central de ses recherches ou de son militantisme (qui s'était récemment concentré sur le soulèvement iranien de 2022). Mais lorsqu'elle a dû quitter la Chine, la Thaïlande était le pays où elle pouvait aller le plus facilement avant de pouvoir se rendre dans un pays tiers. Pendant son attente, elle en a profité pour rencontrer des révolutionnaires birman-es qui avaient également fui en Thaïlande, et iels lui ont recommandé de visiter Mae Sot.

Journaliste de profession, Wu s'est rapidement immergée dans l'histoire fascinante de cette ville et son rôle actuel de carrefour pour les réfugié-es politiques et le commerce illicite - une histoire qui a conduit certain-es chercheur-euses à la qualifier d'épicentre de la « Zomia sombre » ou de la « Zomia 2.0 »¹. Elle a pris des notes abondantes et enregistré de longs entretiens avec de jeunes révolutionnaires qui avaient fui la contre-offensive de la junte au Myanmar, des réfugié-es plus âgé-es qui étaient bloqué-es à Mae Sot depuis des décennies, des travailleur-euses migrant-es venant de la lointaine Éthiopie, ainsi que des entrepreneur-euses chinois-es impliqué-es dans la contrebande et les escroqueries en ligne. Elle a finalement quitté la Thaïlande, mais a pu obtenir une bourse de journalisme qui a financé son retour quelques mois plus tard, lorsqu'elle a commencé des recherches supplémentaires. C'est à ce moment qu'elle a écrit, en chinois, le long récit qui constitue la base de cette brochure.

1. « Zomia » est un terme désignant les régions frontalières des hautes terres d'Asie du Sud-Est, popularisé par James Scott, qui a soutenu (dans *The Art of Not Being Governed*, 2009) que la Zomia était historiquement définie par une autonomie intentionnelle par rapport au contrôle de l'État - autonomie qui aurait pris fin dans les années 2000 avec l'incorporation de ses habitant-es dans différents États. Le terme « Dark Zomia » a été utilisé par l'anthropologue Pinkaew Laungaramsri dans un sens péjoratif pour souligner le rôle du crime organisé dans ces villes frontalières à l'occasion d'un discours d'ouverture de la Conférence internationale sur les zones frontalières du Myanmar à l'Université Chulalongkorn en 2024. Le terme « Zomia 2.0 » a été utilisé dans un sens plus large par Alessandro Rippa pour décrire la semi-autonomie de ces villes par rapport à la régulation étatique des activités commerciales en général. Nous précisons que Wu n'est satisfaite d'aucun de ces cadrages.

Partie I : Premières impressions, 2023-2024

Mae Sot est une ville frontalière à l'extrémité ouest de la Thaïlande, séparée du Myanmar par la rivière Moei. En marchant le long de la rivière, je pouvais parfois entendre le doux chant de la musique pop birmane, le chant des sutras² ou le vrombissement des drones.



Au-dessus du fleuve s'étendait le pont de l'amitié thaï-birmane, construit en 1997, reliant les deux pays. Perché au sommet du pont se trouvait un poste de contrôle frontalier. En dessous, un marché informel s'étendait de part et d'autre de la clôture en grillage pendant les périodes de l'année où le lit de la rivière était sec. De l'autre côté, on pouvait entendre des vendeuses ambulantes crier les noms de divers plats birmanes ainsi que ceux d'alcool et de cigarettes de contrebande. Du côté thaïlandais, les clients faisaient leur choix. Les enfants des marchands sautaient d'un côté de la clôture

à l'autre et vice versa - chaque saut agile étant une traversée illégale de la frontière.

Ce n'est qu'après avoir visité ce marché à de nombreuses reprises que j'ai réalisé que les vendeuses n'étaient ni en Birmanie ni en Thaïlande, mais sur une parcelle de terre non réclamée : un petit banc de sable situé entre les deux frontières. Elle abritait des apatrides ne revendiquant aucune citoyenneté - certains étaient des Rohingyas, déplacés par le nettoyage ethnique en Birmanie mais rejetés par les autorités thaïlandaises ; d'autres étaient des fugitifs échappant à la loi thaïlandaise ou birmane, qui s'étaient réfugiés sur cette enclave dépourvue de souverain.

D'une certaine manière, Mae Sot est une extension de ce petit banc de sable, où le concept de nationalité est incertain. Elle se trouve du côté thaïlandais de la frontière, mais elle ressemble plus à une

2. Écrits religieux bouddhistes.

ville birmane. Les gens parlent ici des langues birmanes et la plupart de la production et de la consommation se déroule autour du flux de personnes arrivant du Myanmar. Peu d'entre eux possèdent une citoyenneté officielle. Certain-es sont coincé-es dans un vide juridique, détenant divers types de documents temporaires délivrés par les autorités thaïlandaises. D'autres n'ont simplement aucun statut légal, et sont exclu-es de l'ordre moderne.

La Frontière et les Apatrides

On pourrait dire que la frontière est comme un prisme, reflétant les flux et les conflits du passé et du présent.

Zugar se souvient encore des difficiles marches d'été de son enfance, lorsqu'il voyageait de Yangon pour rendre visite à sa grand-mère à Mae Sot. La famille se rendait d'abord en voiture à Myawaddy, la ville de l'autre côté de la frontière, après quoi tout dépendait de la chance et du hasard. De Myawaddy à Mae Sot, il n'y avait qu'une route étroite et accidentée, à une seule voie, parfois ouverte dans un sens, parfois dans l'autre. Au mieux, iels pouvaient traverser en 24 heures, mais souvent iels devaient passer quelques nuits à Myawaddy d'abord.

J'ai rencontré Zugar dans le quartier musulman de Mae Sot en février 2023. À mesure que l'on s'éloigne des marchés de la ville pour se rendre dans ce quartier, les couleurs vives caractéristiques de l'Asie du Sud-Est s'estompent. Les rues deviennent plus accidentées et les baraques plus délabrées, des tôles et des planches de bois ne recouvrant qu'à moitié leurs salons. Avec le peu de lampadaires, une atmosphère de danger plane sur le quartier le soir. Des sons de prière et de chant flottent à travers les volets à moitié fermés. Une lumière incandescente révèle des enfants récitant le Coran, illuminant faiblement les rues étroites. Le quartier est rarement visité par des non-musulman-es. Même la police y est rarement vue, et le gouvernement est devenu indifférent.

La sœur de Zugar tient un stand de nourriture au rez-de-chaussée de la maison où vit leur famille, vendant un dessert appelé faloodeh. La légende raconte que ce dessert est né dans l'Empire perse, s'est répandu au Myanmar en passant par l'Inde, puis dans la province du Yunnan en Chine ; chaque endroit y ajoutant ses propres saveurs locales. J'en avais déjà goûté une fois au Yunnan, j'étais donc ravie

de pouvoir en goûter à nouveau ici. Alors que je discutais avec Zugar autour d'un bol de faloodeh, il m'a invité à dîner chez lui.

Sa mère portait un niqab couvrant son visage, tandis que ses sœurs portaient le hijab. Zugar portait une paire de lunettes rétro à monture carrée, ses cheveux bouclés rassemblés derrière un bandeau—un sens de la mode qui se démarquait dans ce quartier musulman conservateur. Il avait 27 ans et travaillait à distance en tant que programmeur pour une entreprise technologique singapourienne. Il se décrivait comme « Bengali birman » - un autonome quelque peu paradoxal, car dans le contexte de la politique birmane, « Bengali » est souvent utilisé comme une étiquette d'exclusion pour les Rohingyas. Les parents de sa mère avaient traversé la frontière en tant que réfugiés de guerre, et sa mère et son oncle étaient né-es dans un camp de réfugié-es. Zugar est né à Mae Sot, mais il est retourné en Birmanie lorsqu'il était enfant avec son père, qui était originaire de Yangon. Il a passé toute son adolescence à Yangon jusqu'en 2012, lorsqu'une émeute anti-musulmane a éclaté.

« Nous étions terrifiés. Dans les quartiers musulmans de Yangon, nous avions des jeunes qui montaient la garde 24 heures sur 24 pour protéger la communauté des émeutiers bouddhistes birmans » me racontait-il. Sa famille est revenue à Mae Sot peu de temps après. Contrairement à l'exil économique des travailleur-euses migrant-es ou à l'exil politique des opposant-es au régime (ces deux contingents étant souvent issus de la population majoritaire Bamar de Birmanie), Zugar décrit le statut de sa famille comme un exil religieux.

C'était la dernière fois qu'il avait franchi cette frontière, par la nouvelle autoroute asiatique, qui les avait conduits de Yangon à Mae Sot en seulement quatre heures. Après ce voyage, pendant dix ans, il était resté coincé dans cette ville. Sans papiers, il n'était même pas allé à Bangkok.

Zugar n'a jamais possédé de nationalité et pourrait ne jamais en obtenir. En tant que musulman, il est extrêmement difficile pour lui d'acquérir la nationalité birmane. Après les émeutes anti-musulmanes, il a demandé le statut d'asile en Thaïlande. Après dix ans, il a finalement reçu une Carte d'Apatride en 2022, lui donnant un statut légal pour rester dans le pays. Mais ce statut n'est pas une voie vers la

citoyenneté - seuls ses enfants pourraient devenir thaïlandais-es. Heureusement pour lui, Zugar n'est pas seul : la plupart des habitant-es de Mae Sot sont également apatrides.

Historiquement, Mae Sot a longtemps été la première étape pour les réfugié-es qui fuyaient en Thaïlande pour échapper aux troubles incessants du Myanmar. Depuis que l'Union de Birmanie a obtenu son indépendance de l'Empire britannique en 1948, l'État Karen de la fédération, de l'autre côté de la frontière de Mae Sot, est en état de guerre constant avec le pouvoir central. Cela a déplacé de nombreux-ses réfugié-es, ainsi que des forces rebelles qui se déplacent entre Mae Sot et la zone de guerre dans les jungles. Suite aux émeutes et aux politiques de discrimination systématique du Myanmar, des réfugié-es musulman-es ont également commencé à arriver. Les mouvements de protestation de masse de 1988 et 2007 ont également amené des dissident-es bamar de Yangon et d'autres parties de la Basse-Birmanie.

La Révolution de printemps³, la dernière en date dans l'histoire des mouvements d'opposition du Myanmar, a commencé après le coup d'État militaire de février 2021. En une semaine, des centaines de milliers de manifestant-es ont envahi les rues des grandes villes, exigeant que la junte libère sa captive Aung San Suu Kyi, ancienne conseillère d'État et ministre des Affaires étrangères, et rétablisse le gouvernement démocratiquement élu. La jeune génération a trouvé des moyens créatifs de résistance, comme frapper sur des casseroles et des poêles lors de manifestations symboliques, ou en core faire des flash mobs et des spectacles de rue. Les fonctionnaires ont démissionné en masse dans ce qu'ils ont appelé un mouvement de désobéissance civile, tandis que les travailleur-euses à travers le pays ont lancé des grèves générales. En réponse à la résistance non-violente des citoyen-nes, la junte a exercé une violence de plus en plus sévère, culminant en massacres et arrestations massives.

Face à cette répression, la résistance est passée à la clandestinité. Beaucoup de manifestant-es ont fui les plaines de la Basse-Birmanie pour les jungles : certain-es ont rejoint les forces séparatistes existantes, connues collectivement sous le nom d'« Organisations Armées Ethniques » (OAE), tandis que d'autres sont parti-es en exil. Mae Sot a donc commencé à absorber une nouvelle vague d'exilé-es birmans.

3. Spring Revolution en anglais

Pour les musulman-es et les Karens de Mae Sot, les identités nationales constituent un spectre vaste et continu : la distinction entre « Birman-e » et « Thaïlandais-e » est au mieux arbitraire. La plupart des exilé-es politiques n'ont tout simplement pas de passeport et sont recherché-es par la junte. Quand on leur pose la question, iels s'identifient clairement comme Birman-es, mais depuis le début de leur exil, iels ont perdu leurs droits et leur identité de citoyen-nes du Myanmar. La plupart sont incapables de demander des passeports birmans ou de retourner dans le pays sans être persécuté-es. Certain-es ont demandé le statut de réfugié-e auprès du bureau de terrain du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) pour se rendre dans un pays tiers. Beaucoup de ceux qui restent demandent la Carte rose, un permis de travail délivré aux travailleur-euses migrant-es, tandis que d'autres demandent la Carte d'apatride (également connue sous le nom de Carte blanche ou Carte de la tribu des collines), un document d'identification conçu pour les minorités ethniques à la frontière, valable dix ans en payant plus aux agences qui s'occupent des documents de résidence. D'autres encore se cachent dans des planques, et sont harcelé-es ou extorqué-es par la police locale s'iels en sortent.

Comme le souligne Stephen Campbell dans son livre *Border Capitalism, Disrupted*, la frontière entre la Thaïlande et le Myanmar symbolise à la fois la promesse d'asile mais aussi l'exposition à une vie violente. Les personnes venant du Myanmar peuvent traverser la frontière lorsqu'elles sont confrontées à la persécution, sans avoir à demander formellement l'asile en vertu du droit international. Cependant, les technologies du pouvoir du côté thaïlandais de la frontière sont aidées par la tyrannie de la junte de l'autre côté, car la condition précaire de l'exil permet aux autorités et aux entreprises thaïlandaises d'exploiter les réfugié-es à des fins économiques.

Depuis environ 1990, de plus en plus d'usines thaïlandaises se sont installées à Mae Sot pour accéder à la main-d'œuvre constituée par les travailleur-euses birman-es, qui peuvent être payé-es moins que le salaire minimum du fait de leur situation de précarité. Mae Sot est ainsi devenue le siège d'immenses ateliers de misère où travaillent des migrant-es birman-es. Aujourd'hui, la ville est la principale base de

production de l'industrie textile thaïlandaise. Depuis des décennies, elle attire déjà une main-d'œuvre bon marché de la Basse-Birmanie, également en raison de la demande de main-d'œuvre dans la construction et l'agriculture dans les villages environnants. Chaque vague de confiscation de terres en Birmanie par la junte, et chaque sanction occidentale imposée contre la répression militaire, a entraîné une nouvelle vague de migrant-es et de réfugié-es en Thaïlande.

Pour la plupart des personnes déplacées, l'autorisation de travail en bonne et dûe forme est trop chère. Ceux qui ont les moyens de se procurer ces documents quittent la frontière pour d'autres villes de Thaïlande, à la recherche de meilleures conditions de travail. Ceux qui ne peuvent pas se les payer ne peuvent que rester à Mae Sot. Les systèmes de production à la frontière forment ainsi un maillon brutal dans la chaîne du capitalisme mondial, où les migrant-es birman-es sont traité-es comme des vies jetables. Ici, les travailleur-euses sont privé-es de filet de sécurité social, et iels ont très peu de temps libre, voire aucun.

Depuis le coup d'État de 2021, la violence d'État au Myanmar a renforcé la précarité de la vie des Birman-es en Thaïlande, facilitant l'extorsion par la police thaïlandaise, dont les menaces d'expulsion semblent de plus en plus sérieuses dans les conditions actuelles. De 2021 à 2023, plus de 50 000 personnes ont afflué à Mae Sot depuis le Myanmar. Sans statut légal, iels sont devenu-es des arbres à argent magiques pour la police locale, qui arrête, fouille et extorque les Birman-es dans les rues et les menace de déportation ou de détention. Ce très lucratif « revenu gris » a fait de Mae Sot l'un des endroits les plus désirables pour la police thaïlandaise de tout le pays, créant une concurrence féroce pour l'obtention de ces emplois de maintien de l'ordre dans la ville.

La ville birmane de l'autre côté de la frontière, Myawaddy, est devenue assez connue en Chine en raison de son association avec des complexes de fraude téléphonique. Les histoires d'horreur de victimes chinoises enlevées, réduites en esclavage ou soumises à des prélèvements de reins ont attiré une attention considérable du public⁴. En réa-

4. A ce sujet, voir la vidéo *Dictature & esclavage moderne : le business des arnaques en ligne en Birmanie*, par Ostpolitik pour Blast.

lité, la plupart des personnes piégées dans ces complexes proviennent du bas de la société birmane, dont l'appauvrissement n'a fait qu'empirer après le coup d'État. Comme beaucoup n'avaient jamais été enregistrés dans les registres officiels et que personne ne pouvait réclamer leurs corps, leurs vies ne sont pas considérées comme dignes d'intérêt.

À la frontière, presque tout le monde ressent la présence perpétuelle de la violence d'État du Myanmar à travers son absence. Bien que je ne sois jamais allée au Myanmar, à Mae Sot, je me suis retrouvée immergée dans les paysages urbains du Myanmar, ses collines accidentées et ses ruisseaux.

La Route de l'Exil

Sur mon téléphone, des épingles sont plantées sur Google Maps de part et d'autre de la frontière, marquant les itinéraires empruntés par les jeunes exilé-es de la Révolution du printemps. C'était l'un de mes sujets de conversation préférés à Mae Sot : iels me donnaient des noms de lieux les uns après l'autre, et je les enregistrerais sur ma carte. Et peu importe d'où iels sont partis, ou quel itinéraire iels ont emprunté, iels ont tous fini par arriver à Mae Sot.



Quand j'ai rencontré Waso et Pyartha pour la première fois, j'ai été frappé par leur apparence incroyablement similaire : toutes deux portaient des lunettes à monture noire, avaient les cheveux tressés, étaient élégamment vêtues et parlaient couramment l'anglais. J'avais du mal à les distinguer même après qu'elles soient devenues de bonnes amies. Quand je les ai rencontrés en février 2023, elles venaient d'arriver à Chiang Mai, la deuxième plus grande ville de Thaïlande. Elles étaient restées bloquées dans une planque à Mae Sot pendant un mois en raison de leur statut de sans-papiers. Maintenant qu'elles

avaient obtenu des permis de travail, elles étaient excitées à l'idée de pouvoir se promener en ville tous les jours.

Ces sœurs jumelles sont issues d'une famille musulmane du Myanmar, où elles travaillaient comme enseignantes dans des écoles publiques à Yangon avant le coup d'État. Elles ont quitté leur emploi dans le cadre du Mouvement de désobéissance civile, qui appelait les employé-es de l'État à démissionner. Le mouvement a été initié par des travailleur-euses de la santé de Yangon, atteignant son apogée lorsque 400 000 employé-es de l'État, dont environ la moitié étaient des enseignant-es, ont rejoint le mouvement.

Après avoir quitté leurs emplois, les deux sœurs ont commencé à s'engager dans des activités clandestines. Après avoir survécu à deux années de forte répression, un ami de leur groupe d'activistes a été arrêté par l'armée. Tous les autres ont fui le pays. « Nous étions toutes d'accord : si quelqu'un-e était arrêté-e, iel devait simplement donner la liste des noms à l'interrogateur - personne ne devait endurer la torture qui serait infligée autrement. »

Waso et Pyartho ne pouvaient pas obtenir de passeports parce qu'elles étaient recherché-es par la junte. Elles n'avaient donc pas d'autre choix que de passer illégalement la frontière, comme beaucoup d'autres manifestant-es. Elles ont suivi les passeurs depuis Yangon, ont changé de véhicule et traversé tout l'État Karen. Mais au moment où elles franchissaient la frontière et montaient sur la moto du passeur, la police thaïlandaise est apparue.

Paniquées, les sœurs ont commencé à parler en coréen, la « langue secrète » qu'elles avaient apprise en regardant des K-dramas pendant des années. Après un moment de confusion, le passeur a dit à la police en thaï que les sœurs étaient probablement des Rohingyas. Convaincus par leur apparence sud-asiatique, les policiers les ont emmenées en détention avec le passeur.

Pendant de nombreuses années avant le coup d'État, Mae Sot servait déjà de point de transit pour les réfugié-es rohingyas fuyant le nettoyage ethnique en cours en Birmanie. Beaucoup se cachaient dans la communauté musulmane influente de la ville. La plupart ne restait pas longtemps avant de se rendre en Malaisie *via* un réseau

qui les emmenait de la frontière nord-ouest vers les régions à majorité musulmane du sud de la Thaïlande. Très peu de réfugié-es rohingyas sont resté-es à Mae Sot ou ont rejoint les musulman-es locales-aux pour faire du commerce de voitures d'occasion, de bois de teck et de pierres précieuses sur les marchés locaux. S'iels étaient arrêté-es à un moment donné, les autorités thaïlandaises étaient susceptibles de les expulser pour avoir franchi la frontière illégalement.

En Thaïlande, les exilé-es de la Révolution de printemps jouissent d'un statut un peu plus sûr que les autres réfugié-es. Face à la pression internationale, les autorités ont accepté de ne pas rapatrier les dissident-es qui ont fui le Myanmar à ce moment. En deux ans, les dizaines de milliers de dissident-es birman-es installé-es dans le pays ont alors construit un vaste filet de sécurité impliquant le gouvernement démocratique en exil connu sous le nom de NUG, des organisations de base, des ONG internationales avec des programmes axés sur le Myanmar, et le HCR. Les nouvelles et les financements circulent au sein de ce réseau afin que, lorsqu'un-e camarade rencontre des difficultés, la communauté puisse l'aider. Les jumelles ont été sauvées par ce filet de sécurité, un jour seulement après leur arrestation.

Pour Thein Tun, un autre natif de Yangon, le voyage vers Mae Sot était beaucoup plus court car il partait de l'État Karen. Comme beaucoup, Thein Tun avait rejoint la Force de défense populaire (PDF) après le coup d'État et avait commencé à s'entraîner sous l'égide de l'Armée de libération nationale karen (KNLA) dans les camps de la jungle près de la frontière. Après la naissance de son fils, il a quitté la PDF et s'est caché.

En février 2022, Thein Tun a décidé de quitter la jungle karen avec sa famille. Contrairement aux jumelles, il a eu la chance d'éviter la police, mais il manquait aussi d'assistance, alors il a dû traverser la frontière avec sa femme et son enfant, ainsi qu'une trentaine de réfugié-es rohingyas et de travailleur-euses migrant-es birman-es. En discutant avec elleux, il a découvert que ces dernier-es se dirigeaient vers des destinations différentes de celles des révolutionnaires : les Rohingyas étaient en route pour la Malaisie, tandis que certain-es travailleur-euses prévoyaient de travailler dans les usines de confection de Mae Sot, d'autres se cachant dans des camions de marchandises en direction

de la ville portuaire industrielle de Mahachai, où l'industrie des fruits de mer prospère grâce à la main-d'œuvre migrante sans papiers en provenance du Myanmar. Quant aux exilé-es de la Révolution de Printemps, pour comprendre comment tant de personnes ont fini à Mae Sot, il faut remonter deux mois en arrière, dans une ville de l'autre côté de la frontière : Lay Kay Kaw, dans le canton de Myawaddy, où la plus grande vague d'évasion (et la plus risquée) a commencé le 15 décembre 2021.

Lay Kay Kaw était autrefois connue comme « la ville de la paix ». Elle a été construite avec le soutien de la Fondation Nippon du Japon pendant la transition démocratique de 2015, après que l'armée ait signé un armistice avec l'Union nationale karen (KNU) en 2012. La ville était censée fournir un logement aux personnes karen qui avaient été déplacées par le conflit de plusieurs décennies. Avant le coup d'État de 2021, il y avait plus de 4 000 villageois-es karen dans la ville.

Après le coup d'État, Lay Kay Kaw est devenue une « zone libérée » pour une variété de révolutionnaires. Des milliers de jeunes manifestant-es sont venu-es dans cette ville sous la protection de la KNU alors qu'ils fuyaient le régime de la junte. La plupart prévoyait de rejoindre la PDF en tant que combattant-es de la guérilla, répondant à l'appel à l'action lancé par le NUG. La ville est devenue une station d'approvisionnement et un point de transit pour les Organisations Armées Ethniques s'entraînant dans les jungles. Il y avait aussi des dissident-es, des journalistes et d'ancien-nes représentant-es du gouvernement de la LND (Ligue nationale pour la démocratie) qui venaient à Lay Kay Kaw pour y trouver un refuge temporaire.

Pour les parents et le frère de Saw Marner, un jeune révolutionnaire karen, Lay Kay Kaw est leur foyer depuis la fin de la construction en 2015. Comme de nombreux-ses villageois-es Karen, iels ont accueilli les manifestant-es et les dissident-es arrivé-es de Basse-Birmanie après le coup d'État. Presque chaque villageois-e avait un-e manifestant-e chez ellui avant l'assaut final de l'armée. Certain-es ont même loué leurs maisons construites par les Japonais-es aux visiteur-euses de la classe moyenne urbaine et se sont installé-es dans des cabanes qu'ils ont construites à la hâte sur des terres agricoles.

Ko Tin Maung était ingénieur dans la zone économique spéciale de

Thilawa, au sud de Yangon. Il a été l'une des premières personnes à fuir dans les jungles karen après le coup d'État. Après deux mois d'entraînement militaire, il s'est rendu compte qu'il n'était pas fait pour le front, alors il a créé une école et une bibliothèque à Lay Kay Kaw pour les enfants du coin. Au début, seulement quatre enfants fréquentaient l'école, mais ce nombre est passé à plus de 70 juste avant qu'ils ne doivent fuir à nouveau. En plus des cours, il faisait faire aux enfants des exercices physiques. Il m'a envoyé quelques vidéos de lui en train de jouer avec les enfants, en ajoutant : « Mes enfants me manquent. Lay Kay Kaw était comme une utopie. »

Mg Saint est un activiste anarchiste expérimenté de Yangon. Après le coup d'État, il a travaillé avec le Comité de Grève Générale. En raison de son engagement de dix ans dans les mouvements sociaux, il a été rapidement identifié comme un fugitif dans les émissions de télévision contrôlées par la junte. Ils l'ont accusé d'avoir tué un soldat. Sa maison à Yangon a été perquisitionnée par l'armée et sa femme et ses enfants se sont cachés. Lui et ses camarades du Comité se sont enfuyés dans les jungles Karen.

Tout a pris fin un mois seulement après que Mg Saint se soit installé à Lay Kay Kaw. L'assaut militaire a commencé le 15 décembre 2021. La « ville de la paix » était devenue un centre de commerce d'armes après avoir accueilli de plus en plus de guérilleros, ce qui avait attiré l'attention de la junte.

Au début, les villageois-es faisaient de leur mieux pour couvrir les révolutionnaires. Mais bientôt, l'armée a commencé à bombarder à l'aveugle. Des dizaines de milliers de personnes se sont dispersées en un instant, se mettant en route vers l'exil. Certain-es des villageois-es âgé-es et des enfants n'ont pas pu s'échapper à temps et ont été tués dans les bombardements.

Il n'y avait pas de réseau téléphonique le long de la frontière, donc beaucoup de gens ont perdu le contact les uns avec les autres en fuyant. Ko Tin Maung se souvient d'un ami qui a perdu la trace de sa femme et de ses trois enfants, le plus jeune n'ayant que quatre ans.

Les camps de réfugiés et les villages bordaient les deux rives de la rivière Moei, des hébergements à long terme pour les Karens dépla-

cé-es par la guerre. Les parents et le frère de Saw Marner se sont installés dans l'un de ces villages. Mais les manifestant-es de Basse-Birmanie devaient constamment faire des allers-retours à travers la rivière. Les villageois-es leur demandaient de partir dès qu'ils s'installaient, car leur présence attirait les frappes de drones militaires. Mais quand iels se rendaient du côté thaïlandais, iels se retrouvaient forcé-es de retourner en Birmanie par les forces frontalières thaïlandaises ou à cause des camps de réfugié-es qui refusaient de les accueillir.

« De nombreux camps étaient impliqués dans le commerce clandestin d'armes. Nous ne savons pas de quel côté ils sont, s'ils fournissent des armes à la junte ou à leurs organisations armées ethniques alliées », a déclaré Mg Saint, ajoutant avec un sourire amer : « Nous n'avons vu aucun des panneaux de bienvenue que le HCR prétend avoir installés. »

Après deux semaines sur la route, Ko Tin Maung et son ami ont trouvé un endroit approprié pour traverser la frontière. L'ami a réussi à contacter sa femme quand ils sont arrivés à Mae Sot. Elle a remercié Ko Tin Maung d'avoir mis en place l'école à Lay Kay Kaw et d'avoir aidé les enfants à se mettre en forme : iels n'auraient pas pu survivre au voyage autrement.

Juste au moment où iels s'installaient dans un campement près de la rivière, la mère de Saw Marner est décédée, mais iels n'ont pas pu organiser de funérailles pour elle. Quelques mois plus tard, son frère est retourné en catimini à Lay Kay Kaw, voulant jeter un dernier coup d'œil à la maison qu'ils avaient fuie précipitamment. La maison avait été pillée de fond en comble : tous les meubles et appareils électroménagers avaient disparu. Quelques mois plus tard, la « ville de la paix » était sous occupation militaire complète.

Ce texte est initialement paru en anglais dans la première édition du magazine Heatwave sous le titre *Dispatches from Mae-Sot: A Town on the Thai-Myanmar Border*. Il regroupe plusieurs récits d'exilé-es que la répression birmane a poussé à traverser la frontière, souvent de manière dangereuse et illégale. Chacun-e témoigne aussi de la précarité politique et économique de la vie à Mae Sot, où la main d'oeuvre constituée par les exilé-es birman-es sans papiers est exploitée.

Ce zine est disponible à la lecture (format page par page) et à l'impression (format brochure) sur notre blog.



**Assemblée Internationaliste Antimilitariste
Paris-Banlieues**

Contact : antimiliparis@autistici.org
Blog : antimiliparis.noblogs.org